

De l'islamisation de la Suède

Introduction : [Stéphane Montabert](#)

La Suède et la Suisse sont deux pays différents mais guère éloignés. Qu'il s'agisse de la taille de leur population ou de l'attitude de leurs autorités envers les migrants, les parallèles sont nombreux. Les Suédois ont l'avantage discutable d'avoir poussé plus avant la générosité social-démocrate et le concept d'un pays sans frontière, ce qui, associée à une naïveté soigneusement entretenue par le gouvernement et les médias, les a entraîné à accueillir *beaucoup* de migrants. Bien plus de migrants que la Suisse n'en accueille de son côté - pour l'instant.

L'expérience suédoise se poursuit donc, désormais animée d'une vie propre. Elle donne un bel aperçu de ce que devient une population exposée à un phénomène migratoire qui la dépasse. Pour en parler, je vous livre donc une traduction d'un [article](#) d'Ingrid Carlqvist, journaliste indépendante suédoise du [Gatestone Institute](#).

Traduction de l'article d'Ingrid Carlqvist :

- Ce n'est pas un secret que la démocratie puisse être utilisée pour abolir la démocratie.
- Les gens semblent enfin comprendre peu à peu que la Suède suédoise sera bientôt perdue pour toujours, remplacée dans de nombreux endroits par une situation plus proche de celle qui prévaut au Moyen-Orient où différents groupes d'immigrants (principalement musulmans) se font la guerre les uns aux autres, ainsi qu'aux Suédois.
- Selon le Dr Peter Hammond dans son livre [Slavery, Terrorism and Islam: The Historical Roots and Contemporary Threat](#) [*Esclavage, Terrorisme et Islam: les Racines Historiques et la Menace Contemporaine*, non traduit en français] le but de l'islam n'est pas de convertir tout le monde, mais plutôt d'étendre la loi de la charia sur le monde entier.
- Il n'y a pas de pays où l'islam soit dominant qui puisse être considéré comme une démocratie avec liberté d'expression et égalité devant la loi.

Lors du dernier recensement de Suède où les citoyens furent invités à évoquer leurs croyances religieuses, en 1930, quinze personnes répondirent qu'elles étaient musulmanes. Depuis 1975, lorsque la Suède a commencé sa mutation de pays homogène suédois vers un pays multiculturel et multi-religieux, le nombre de musulmans a explosé. Maintenant, environ un million de musulmans vivent ici - sunnites, chiites et ahmadis de tous les coins du monde - et des mosquées sont planifiées et construites dans tout le pays.

Personne, cependant, ne semble poser la question cruciale dont dépend le futur de la Suède: l'islam est-il compatible avec la démocratie?

Les élites suédoises n'ont pas compris que l'islam est plus qu'une foi privée, et évitent toutes les interrogations à son sujet en répondant que la Suède respecte la liberté de religion.

Deux faits démontrent que l'islam n'est pas compatible avec la démocratie. Tout d'abord, il n'existe aucun pays où l'islam est dominant et qui puisse être considéré comme une démocratie avec liberté d'expression et égalité devant la loi. Certains évoquent la Malaisie et l'Indonésie - deux pays où flagellation et autres châtiments corporels sont infligés, par exemple, à des femmes exposant trop de cheveux ou de peau, ainsi qu'à toute personne qui critiquerait ou se moquerait de l'islam. D'autres désignent la Turquie comme un exemple de "démocratie islamique" - un pays qui [emprisonne](#) régulièrement des journalistes, des dissidents politiques et des [gens au hasard](#) pour avoir prétendument "offensé" le président Erdogan, "l'islam" ou "la nation".

Deuxièmement, les musulmans en Europe votent à l'unisson. En France, [93%](#) des musulmans votèrent pour l'actuel président, François Hollande, en 2012. En Suède, les sociaux-démocrates rapportent que [75%](#) des musulmans suédois ont voté pour eux lors de l'élection générale de 2006; des études montrent que le bloc "rouge-vert" de l'échiquier politique obtient [80-90%](#) du vote musulman.

Ce n'est pas un secret que la démocratie puisse être utilisée pour abolir la démocratie - pourtant, cette question cruciale est complètement tabou en Suède. Les politiciens, les autorités et les journalistes voient tous en l'islam une religion comme une autre. Ils ne semblent avoir aucune idée des autres aspects de l'islam - son idéologie politique, son système de justice (la charia) et une culture spécifique qui a des règles pour pratiquement chaque détail de l'existence de la vie d'une personne: comment s'habiller; qui vos amis devraient être; [quel pied doit pénétrer le premier dans les toilettes](#). Certes, tous les musulmans ne suivent pas toutes ces règles, mais cela ne change pas le fait que l'islam aspire à contrôler tous les aspects de la vie humaine - la définition même d'une idéologie totalitaire.

Alors que les élites ferment leurs yeux sur les problèmes qui viennent avec une population musulmane en croissance rapide en Suède, les Suédois ordinaires semblent être de plus en plus bouleversés. Le Premier ministre Stefan Löfven, cependant, semble complètement perdu quant aux raisons qui suscitent ce sentiment. Il [déclara](#) récemment au journal britannique *Financial Times*:

"Mais le plus surréaliste est que si tous les chiffres vont dans la bonne direction, l'image du public est que le pays va maintenant dans la mauvaise direction. Il n'est pas seulement question de peur et de la crise des réfugiés; c'est comme si tout allait dans la mauvaise direction."

Ce commentaire en dit long sur la façon dont le Premier Ministre Löfven est déconnecté de la réalité à laquelle les Suédois ordinaires sont confrontés. Les grands médias passent sous silence les informations sur la plupart des violences qui ont lieu dans et autour des centres d'asile dans le pays, et il est peu probable que Stefan Löfven lise les sites des médias alternatifs; lui et les autres au pouvoir les surnomment, à l'unisson, les "sites haineux". Il n'a évidemment aucune idée de la colère et du désespoir que de nombreux Suédois ressentent désormais. Les gens semblent enfin comprendre peu à peu que la Suède suédoise sera bientôt perdue pour toujours, remplacée dans de nombreux domaines par une situation plus proche de celle qui existe au Moyen-Orient où différents groupes d'immigrants (principalement musulmans) se font la guerre les uns aux autres, ainsi qu'aux Suédois.



Les personnes qui souffrent le plus cruellement de cette "Nouvelle Suède" sont les personnes âgées. Les coûts de l'immigration supportés par l'État-providence ont conduit un quart de million de retraités à vivre en-dessous du seuil de pauvreté défini par l'Union Européenne. Pendant ce temps, le gouvernement a récemment ajouté 30 milliards de couronnes (environ 3,5 milliards de francs suisses) au budget de la migration. Les 70 milliards de couronnes (8,2 milliards de francs suisses) suédoises dépensées pour les demandeurs d'asile en 2016 dépassent le coût total des forces de police et du système judiciaire, celui de la défense nationale, et le double du montant des prestations familiales.

Les 9,5 millions d'habitants de la Suède sont donc obligés de dépenser 70 milliards de couronnes pour laisser entrer des citoyens d'autres pays. En comparaison, les États-Unis, avec leurs 320 millions d'habitants, ont dépensé en tout et pour tout [1,56 milliard de dollars](#) pour les réfugiés en 2015. Le chroniqueur éditorial Peter Magnus Nilsson commenta dans le journal économique *Dagens Industri*:

"Pour comprendre la portée de l'augmentation des dépenses, une rétrospective historique peut être utile. Lorsque le bloc de droite arriva au pouvoir en 2006, le coût était de 8 milliards [de couronnes] par an. En 2014, il monta à 24 milliards. Cet été là, le ministre des Finances d'alors Anders Borg parla de cette augmentation comme du changement le plus spectaculaire du budget de l'État qu'il ait jamais vu. L'année suivante, 2015, le coût passa à 35 milliards, et en 2016, il devrait augmenter à 70 milliards."

Pendant de nombreuses années, les politiciens ont réussi à berner le peuple suédois en lui faisant miroiter que même si l'immigration représente un coût initial élevé, les immigrés permettraient bientôt au pays de rentrer dans ses frais et de faire des profits. Maintenant, de plus en plus de travaux de chercheurs indiquent que les immigrés demandeurs d'asile trouvent rarement du travail, voire jamais. Le quotidien *Sydsvenskan* rapporta en février, par exemple, que 64% des immigrants de Malmö sont toujours au chômage après avoir vécu en Suède pendant dix ans. Le gouvernement calcule ouvertement dans son budget que dans les quatre ans qui viennent, 980'000 personnes vivront en tout ou en partie de prestations d'assurance maladie, de pensions d'invalidité, d'allocations-chômage, de "prestations d'intégration" ou d'assistance sociale.

Les Suédois, qui ont payé sans pleurnicher de nombreuses années durant les impôts les plus élevés du monde, expriment désormais au travers des réseaux sociaux leur colère de voir leur argent bénéficier aux citoyens d'autres pays. De plus en plus de Suédois choisissent d'émigrer de Suède, principalement pour d'autres pays nordiques, mais aussi vers l'Espagne, le Portugal et la Grande-Bretagne, où les taxes sur les pensions de retraite sont beaucoup moins élevées.

Mais il y a des problèmes plus graves que le seul aspect économique. Un sentiment d'insécurité et de peur a saisi les nombreux Suédois qui vivent près des centres d'asile. À un certain niveau, le gouvernement semble avoir compris le danger: dans une récente décision de continuer à maintenir les contrôles aux frontières, le Ministre de l'Intérieur Anders Ygeman écrit:

"L'Agence Suédoise pour les Urgences Civiles, le MSB (Myndigheten för samhällsskydd och Beredskab), relève que le flux des migrants représente encore des défis pour faire respecter la sécurité dans la société, pour maintenir certaines fonctions publiques importantes, entre autres choses. Plusieurs de ces défis devraient persister dans le temps. L'Autorité de police évalue toujours qu'il existe une menace grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure. Le service de l'immigration préconise toujours des contrôles aux frontières."

En dépit de ces mots inquiétants, les politiciens ne semblent toujours pas comprendre que beaucoup de Suédois expérimentent déjà "une menace grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure" au quotidien. Les nouveaux centres d'asile ouvrent à un rythme alarmant, contre la volonté des personnes qui vivent à proximité. Dans la banlieue de Stockholm de Spånga-Tensta, le 15 avril, les autorités locales tinrent une [réunion publique](#) dont le but était de permettre aux résidents locaux de poser des questions aux politiciens et aux fonctionnaires sur un projet de nouveau logement prévu pour 600 migrants - à côté d'une école. La réunion, qui a été [filmée](#), montra un vent de rage dans l'assemblée, beaucoup criant qu'ils allaient se battre "jusqu'à leur dernier souffle" pour empêcher ces plans de se matérialiser.

Certains des commentaires et des questions étaient:

"Nous avons vu combien de problèmes il y a eu avec d'autres centres d'asile - des coups de couteau, des viols et du harcèlement. Comment pouvez-vous garantir la sécurité pour nous autres citoyens? Cela va créer un sentiment de division, qui va créer la haine! Pourquoi ces grandes maisons, pourquoi pas de plus petites avec dix personnes dans chaque? Pourquoi ne demandez-vous pas, à nous qui vivons ici, si nous voulons cela? Comment vivrons-nous en sécurité?"

"Nous avons déjà des problèmes au niveau des centres d'asile existants. Il est irresponsable de créer une situation mettant en péril la santé de nos propres enfants, avec des gens qui ne se sentent pas bien et sont dans le mauvais environnement. Pourquoi cette maison juste à côté d'une école? Quelle est votre analyse?"

"Est-ce que les Suédois sont autorisés à vivre dans ces centres? Nos jeunes n'ont nulle part où aller. Vous autres politiciens, vous devriez résoudre le problème de logement pour les gens qui vivent déjà ici, pas pour toutes les personnes dans le monde."

Lorsque le président de la réunion, le représentant du Parti écologiste Awad Hersi, d'origine somalienne, remercia le public pour ses questions sans donner la moindre réponse, l'ambiance

vira quasiment à l'émeute. Les gens criaient: "Répondez! Répondez à nos questions! Nous exigeons des réponses!!!"

Tout indique que les Suédois, dociles jusqu'à présent, semblent en avoir assez de la politique d'immigration irresponsable qui a été menée depuis de nombreuses années tant par des gouvernements socialistes que conservateurs.

Les gens sont furieux de la vague de viols qui a donné à la Suède le [deuxième taux le plus élevé de viol au monde](#), seul le Lesotho faisant pire, et qui a récemment forcé la police d'Östersund à émettre un avertissement aux femmes et aux jeunes filles pour leur dire de ne pas aller à l'extérieur seules après la nuit tombée. Les gens ont peur: le nombre de meurtres et d'homicides a grimpé en flèche. Au cours des trois premiers mois de cette année, il y a eu 40 meurtres et 57 tentatives de meurtre, selon les statistiques compilées par la journaliste Elisabeth Höglund.

Les autorités ont longtemps affirmé que la violence létale en Suède est sur le déclin, mais en la comparant avec une année record, 1989, où l'immigration de masse vers la Suède était déjà en plein essor. Si quelqu'un essayait plutôt de comparer le présent aux années 1950 et 1960, alors que la Suède était encore un pays homogène, le taux de meurtres et homicides aurait doublé. Récemment, le Conseil national suédois pour la prévention du crime, le BRÅ (Brottsförebyggande de rådet), dut admettre que la violence meurtrière ne faisait en fait qu'augmenter en 2015, lorsque 112 personnes furent tuées - 25 de plus que l'année précédente. Il a également révélé que la seule catégorie de violence meurtrière à avoir baissé était celle des homicides commis par des Suédois ivres, tandis que le nombre d'assauts façon gangster effectués par des immigrants augmentait de façon spectaculaire. L'amélioration des soins de traumatologie aux blessés aide aussi à tirer vers le bas le décompte des meurtres et des homicides.

Un récent sondage montre que 53% des Suédois pensent que l'immigration est désormais le sujet le plus important pour le pays. L'évolution depuis 2015 est dramatique - l'année dernière, seulement 27% affirmaient que l'immigration était le point le plus important. Un autre sondage montre que 70% des Suédois estiment que le montant de l'immigration en Suède est trop élevé. C'est la quatrième année consécutive de hausse de ce scepticisme quant à l'ampleur de l'immigration.

De plus en plus de gens semblent aussi se soucier de l'avenir de la Suède en tant que démocratie avec le nombre croissant de musulmans - non seulement à cause de l'immigration continuelle, mais aussi à cause de la fécondité supérieure des femmes musulmanes comparée à celle des Suédoises.

Comme les statistiques sur les croyances religieuses ne sont plus maintenues, nul ne sait exactement combien de musulmans résident en Suède. L'année dernière, un sondage montra que les Suédois pensent que 17% de la population est musulmane, tandis que le nombre réel, selon l'institut de sondage Ipsos Mori, serait plus proche des 5%. La société n'explique pas la façon dont elle parvient à ce chiffre, et il est selon toute vraisemblance beaucoup trop faible. Ipsos Mori a probablement compté de combien de membres disposent les congrégations et organisations musulmanes, mais l'islam est aussi une culture, et le pays est également touché par des musulmans qui vivent selon la tradition islamique sans pratiquer leur foi au sein d'une organisation répertoriée.

En 2012, le journal alternatif suédois *Dispatch International* [calcula](#) combien de musulmans furent enregistrés comme résidents de la Suède sur la base du registre des noms suédois. Le nombre était d'environ 574'000, plus ou moins 20'000. Pour des raisons évidentes, les clandestins et les demandeurs d'asile n'étaient pas inclus. Le nombre réel pourrait donc avoir été beaucoup plus élevé.

Depuis lors, près de 300'000 personnes ont demandé l'asile en Suède. Tous n'ont pas vu leur demande approuvée, mais malgré cela, très peu quittent la Suède. Le Service de l'immigration a expliqué au *Gatestone Institute* que seules 9'700 personnes ont été expulsées l'année dernière. La plupart des demandeurs d'asile étant musulmans, cela signifie que le nombre de musulmans en Suède se rapproche rapidement d'un million, soit 10% de la population.

Selon le Dr Peter Hammond dans son livre [Slavery, Terrorism and Islam: The Historical Roots and Contemporary Threat](#) explique ce qui est toujours survenu à travers l'histoire lorsque le nombre de musulmans augmente dans un pays. Ce sont certes des généralités, mais Hammond [décrit](#) les paliers suivants:

- Tant que les musulmans ne représentent qu'environ 1% de la population, ils sont généralement considérés comme une minorité pacifique qui ne dérange personne.
- A 2-3%, certains commencent à se livrer au prosélytisme auprès d'autres minorités et de groupes de mécontents, surtout en prison et parmi les gangs des rues.
- A 5%, les musulmans acquièrent une influence déraisonnable par rapport à leur poids dans la population. Beaucoup demandent que la viande soit abattue selon le rite halal et font pression sur l'industrie alimentaire pour qu'elle la produise et la vende. Ils commencent également à travailler auprès du gouvernement pour qu'il leur accorde l'autonomie en vertu du droit de la charia. Hammond écrit que le but de l'islam n'est pas de convertir le monde entier, mais plutôt d'établir la charia partout dans le monde.
- Quand les musulmans atteignent 10%, historiquement, le niveau d'anarchie augmente. Certains commencent à se plaindre de leur situation, déclenchent des émeutes et des incendies de voitures, et menacent les gens qu'ils estiment insulter l'islam.
- A 20%, de violentes émeutes éclatent, des milices djihadistes sont formées, des gens sont assassinés, et des églises et des synagogues sont incendiées.
- Quand les musulmans atteignent 40% de la population, les massacres sont généralisés, les attaques terroristes constantes et une guerre de milice s'installe.
- A 60%, la persécution des non-musulmans est désinhibée, le nettoyage ethnique sporadique amène à de possibles génocides, la charia et la jizya (la taxe pour la "protection" que les incroyants doivent payer) sont mises en œuvre.
- Quand il y a 80% de musulmans dans le pays, ils prennent le contrôle de l'appareil gouvernemental et engagent alors la violence au nom de l'islam ou du pouvoir politique, comme par exemple en Syrie, en Afghanistan, au Pakistan et en Irak.
- Lorsque 100% des habitants sont musulmans, la paix est censée venir dans la maison de l'islam - d'où l'affirmation que l'islam est "religion de paix". [NdT: mais en fait les

massacres continuent entre branches concurrentes de l'islam ou contre les musulmans trop "modérés"...]]

Hammond écrit aussi que dans de nombreux pays, comme en France, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Suède, la plupart de la population musulmane vit dans des enclaves islamiques - et préfère apparemment ne pas être assimilée dans une société occidentale. Ce détachement renforce le groupe en interne, ce qui permet aux musulmans d'exercer une puissance plus grande que leur proportion au sein de la population pourrait laisser croire.

La description de Hammond de la limite de 10% décrit la Suède avec pertinence. Dans les zones dites d'exclusion, les incendies de véhicules sont quotidiens et des émeutes se produisent dans les villes. (Pour ne citer que quelques exemples, il y eut de graves émeutes à Malmö en 2008, à Göteborg en 2009, à Stockholm en 2013 et à Norrköping et Växjö en 2015.) Parfois, les troubles commencent après qu'un musulman local a été arrêté ou abattu par la police. Les dirigeants musulmans acquiescent alors immédiatement aux réactions de colère de leur peuple. Pendant les émeutes de Husby en 2013, Rami Al-Khamisi de l'organisation de la jeunesse *Megafonen*, écrivit: "Nous pouvons comprendre pourquoi les gens réagissent de cette façon."

L'artiste Lars Vilks, qui dessina le prophète Mahomet comme une [statue de chien bricolée](#), a été la cible de plusieurs tentatives d'assassinat et vit désormais sous protection policière permanente.

Pourtant, quasiment personne en Suède ne semble prêt à évoquer ces problèmes et de la façon dont ils s'articulent. Pendant des mois, le *Gatestone Institute* appela des politiciens, des fonctionnaires, des organisations et divers groupes minoritaires, pour leur demander ce qu'ils pensaient de l'islam en Suède. Estimaient-ils que l'islam était compatible avec la démocratie, la liberté d'expression et l'égalité devant la loi - et que leur réponse soit oui ou non, de quelle manière?

Les questions semblèrent susciter colère et peur. Certaines des personnes que nous avons appelées répliquèrent que ces simples questions les offensaient, tout en assurant leurs interlocuteurs que l'islam ne posait aucun problème pour la Suède. D'autres semblèrent effrayées et refusèrent de parler. Dans l'espoir d'obtenir au moins quelques réponses honnêtes, nous nous présentâmes alors comme de simples citoyens suédois ordinaires et préoccupés. D'innombrables personnes raccrochèrent alors le téléphone, et en général, de nombreuses réponses illustrèrent une ignorance abyssale de l'islam, des conséquences de l'islamisation d'un pays, ou des difficultés auxquelles la Suède est confrontée.

Le pays ne semble absolument pas préparé à ce qui l'attend.

-- Ingrid Carlqvist